

# Table des matières

<b>Plan de la collection de droit familial</b>	5
<b>Introduction</b>	7
<b>Plan du présent ouvrage</b>	15
<b>Chapitre I. Les concepts et la structure familiale</b>	17
Section 1. Définition de la famille	17
Section 2. Rôles de la famille	18
Section 3. La vie familiale	25
Section 4. Pluralité des modèles familiaux	27
Section 5. Structuration et déstructuration	33
Section 6. Terminologie	39
§ 1. Les liens familiaux	39
§ 2. Les parents au sens strict	41
A. Arbre généalogique, branche et ligne	41
B. Parents consanguins, utérins et germains	43
C. Enfants « légitimes » et naturels, simples ou adultérins	45
D. Le degré de parenté et le comput romain	46
E. L'adoption simple et plénière	47
§ 3. Le conjoint et le cohabitant légal	48
§ 4. Les alliés	49
<b>Chapitre II. La filiation</b>	51
Section 1. La filiation en droit belge, concept et structure	51
Section 2. Construction et déconstruction du système légal de la filiation	56
Section 3. Établissement de la filiation	68
§ 1. Principes généraux de l'établissement de la filiation	68
§ 2. Établissement de la filiation maternelle	69
§ 3. Établissement de la filiation paternelle	71
A. Établissement de la filiation paternelle de plein droit	71
B. Établissement de la filiation paternelle par voie de reconnaissance	74
C. Établissement de la filiation paternelle par voie judiciaire	82

Section 4. Suppression du lien de filiation établi	87
§ 1. Principes généraux	87
§ 2. Suppression de la filiation maternelle	87
§ 3. Suppression de la filiation paternelle	88
A. Application du principe d'uniformité	88
B. Contestation de la paternité établie de plein droit	89
C. Annulation de la reconnaissance	97
D. Pas d'annulation de la filiation établie par jugement	100
Section 5. La comaternité	100
Section 6. Changement de sexe et filiation	108
Section 7. La filiation et la procréation médicalement assistée	109
Section 8. Règles générales régissant les actions en matière de filiation	114
Section 9. La possession d'état et la filiation	118
Section 10. L'intérêt de l'enfant et la filiation	122
<b>Chapitre III. L'adoption</b>	127
Section 1. Introduction	127
§ 1. Historique	127
§ 2. Sociologie	129
§ 3. Typologie	132
Section 2. La formation du lien adoptif	133
§ 1. Les conditions fondamentales	134
§ 2. La formation à l'adoption	141
§ 3. L'apparentement	144
§ 4. Le jugement d'adoption	145
A. Adoption à l'étranger	146
B. Adoption en Belgique	147
§ 5. L'adoption nationale	149
§ 6. L'adoption intrafamiliale	150
§ 7. L'adoption d'un majeur	150
Section 3. Les effets de l'adoption	151
§ 1. L'adoption simple	151
A. Dans la famille adoptive	151
B. Dans la famille d'origine	152
§ 2. L'adoption plénière	152

§ 3. L'adoption intrafamiliale	153
Section 4. La révocation de l'adoption et la nouvelle adoption	153
§ 1. La révocation de l'adoption	153
§ 2. La nouvelle adoption	154
<b>Chapitre IV. Le nom</b>	157
Section 1. Raison d'être et importance du nom	157
Section 2. Éléments constitutifs du nom	160
Section 3. Attribution du nom patronymique	161
Section 4. Modification du nom patronymique à la suite d'un changement d'état	168
Section 5. Modification administrative du nom patronymique	172
Section 6. Attribution du prénom	174
Section 7. Modification du prénom à la suite d'un changement d'état	176
Section 8. Modification administrative du prénom	177
Section 9. Concession de titre de noblesse	178
Section 10. Protection légale du nom	179
<b>Chapitre V. L'éducation des enfants</b>	181
Section 1. Raison d'être de la minorité	181
Section 2. L'éducation de la personne de l'enfant	181
§ 1. La minorité, régime d'incapacité générale d'exercice	181
A. Personnalité et (in)capacité(s)	181
B. Les incapables : statut et principe de capacité	184
C. Sociologie des incapables : mineurs et personnes majeures vulnérables	186
D. La minorité à la rencontre de la puissance, de la protection et de l'autonomie : évolution historique	187
E. La vision du Comité des droits de l'enfant sur l'article 12 de la CIDE	192
F. La lésion subjective du mineur	197
G. Typologie de la protection du mineur	198
§ 2. Autorité parentale	198
A. Définition et caractère général de l'autorité parentale	198
B. Fonctionnement de l'autorité parentale	199
C. Délégation de l'autorité parentale	204

D.	Rapports entre le tribunal de la famille et le tribunal de la jeunesse	205
E.	Actes liés à la qualité de parents	206
F.	Domicile du mineur	206
§ 3.	Administration légale du patrimoine du mineur	208
A.	Champ d'application de l'administration légale	208
B.	Fonctionnement de l'administration légale	208
§ 4.	La jouissance légale	210
§ 5.	La tutelle et ses dérivés	210
A.	Une institution devenue rare	210
B.	Les organes de la tutelle	211
C.	La tutelle officieuse	214
D.	Les mineurs non accompagnés (MENA)	215
E.	La tutelle <i>ad hoc</i>	216
§ 6.	L'émancipation	216
A.	Un régime rare d'assistance	216
B.	Causes d'émancipation	216
C.	Fonctionnement de la curatelle	217
§ 7.	L'hébergement du mineur	217
A.	L'hébergement du mineur, historique, notion et principes	217
B.	Modes d'investigation du juge pour discerner l'intérêt de l'enfant	219
C.	Révision et exécution des décisions relatives à l'hébergement	226
D.	Enlèvement international d'enfants	228
§ 8.	Le droit aux relations personnelles	229
Section 3.	L'obligation alimentaire à l'égard de l'enfant	231
§ 1.	Raison d'être et nature de l'obligation alimentaire à l'égard de l'enfant	231
§ 2.	Obligation à la dette et contribution à la dette	232
§ 3.	Fixation du montant de la contribution alimentaire	234
§ 4.	Modalités d'exécution de la contribution alimentaire	241
§ 5.	Information sur la délégation de sommes	242
§ 6.	Avatars de la contribution alimentaire	244

<b>Chapitre VI. L'obligation alimentaire</b>	249
Section 1. Notion et terminologie	249
§ 1. Définition et terminologie	249
§ 2. L'obligation alimentaire, expression de la solidarité familiale	250
Section 2. Base légale, typologie et hiérarchie des obligations alimentaires	251
§ 1. Dispositions légales et obligations naturelles	251
§ 2. Typologie	252
§ 3. Hiérarchie des obligations alimentaires	252
Section 3. Régime général des pensions alimentaires	257
§ 1. Compétence du tribunal de la famille et du for du demandeur	257
§ 2. Introduction par requête	257
§ 3. Variabilité de l'obligation dans le temps	257
§ 4. Exécution à la résidence du débiteur	259
§ 5. Préexistence de l'obligation à la demande en justice	260
§ 6. Imprescriptibilité du droit, prescriptibilité des arrérages	264
Section 4. Sanctions civiles du non-paiement des aliments	266
§ 1. La créance alimentaire et ses privilèges	266
§ 2. L'exécution provisoire de plein droit	266
§ 3. Exclusion du cantonnement et du délai de grâce	267
§ 4. Triple privilège en cas de saisie	268
§ 5. La délégation de sommes	270
§ 6. Le service fédéral des créances alimentaires	273
Section 5. Sanctions pénales du non-paiement des pensions alimentaires	276
§ 1. L'incrimination du non-paiement des pensions alimentaires	276
§ 2. L'abandon de famille	276
§ 3. L'abandon d'enfant dans le besoin	278
Section 6. Statut fiscal des pensions alimentaires	279
§ 1. Principe de la taxation et de la déductibilité à 80 %	279
§ 2. Les rentes alimentaires	280
§ 3. Les capitaux alimentaires	282
§ 4. Les arriérés de pension alimentaire	283
Section 7. Obligations alimentaires légales	284
§ 1. Les obligations alimentaires étendues	284

§ 2. Les obligations alimentaires restreintes	284
A. Notion d'obligation alimentaire restreinte	284
B. Ascendants et descendants	286
C. Adoptés et adoptants dans l'adoption simple	287
D. Beaux-parents, gendres et brus	287
§ 3. Pensions dégénérées en charges successorales	288
A. Notion et régime général	288
B. Cinq cas d'application	289
C. Distinction d'avec le cas de la marâtre	290
Section 8. Les obligations naturelles	290
<b>Chapitre VII. La dévolution successorale</b>	<b>295</b>
Section 1. La dévolution successorale, preuve de l'existence du groupe familial	295
Section 2. Structuration de la dévolution : ordre, degré, fente	296
Section 3. Dérogation à la dévolution légale par les libéralités	300
Section 4. Retour vers la dévolution légale	302
Section 5. La procédure de liquidation-partage	304
<b>Chapitre VIII. La protection des personnes majeures</b>	<b>307</b>
Section 1. Problématique et historique	307
§ 1. Problématique	307
§ 2. Historique	308
Section 2. Le régime général de protection des personnes majeures	311
§ 1. Caractères généraux et principes de la loi du 17 mars 2013	311
A. Respect du droit international	311
B. Champ d'application et lignes de force de la loi	312
§ 2. Les acteurs et le fonctionnement du régime	315
A. Le juge de paix	315
B. La requête et ses annexes	315
C. Audition de la personne	316
D. Costume sur mesure ou prêt-à-porter?	317
E. Désignation de l'administrateur	319
F. Le mandat « extra » judiciaire	321
G. La personne de confiance	322
H. Les rapports de gestion de l'administrateur	323

---

I.	Rémunération de l'administrateur	324
J.	Autorisation spéciale de certains actes	324
K.	Fin de l'administration	327
§ 3.	La protection des personnes vulnérables et les actes libéraux	327
§ 4.	Sanction des actes accomplis en dehors des limites fixées par le juge	332
Section 3.	Les malades mentaux et la privation de liberté	334
§ 1.	Principes généraux	334
§ 2.	Un champ d'application limité	335
§ 3.	Privation de liberté en milieu hospitalier	335
A.	La mise en observation	335
B.	Le placement en urgence	337
C.	L'observation	337
D.	Le maintien du patient en service psychiatrique fermé	337
E.	La fin des mesures	339
F.	Les conditions de vie du malade mental en établissement médical fermé	339
§ 4.	Les soins en milieu familial	340
§ 5.	Les recours	341
§ 6.	Les personnes démentes ayant commis des faits infractionnels	341